

Rhodes, Robert I. (sous la direction de), *Imperialism and Underdevelopment : a Reader*, New York, Monthly Review Press, 1970, xii-416 p.

Jean Carrière

Volume 2, numéro 3, 1971

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/700127ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/700127ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Carrière, J. (1971). Compte rendu de [Rhodes, Robert I. (sous la direction de), *Imperialism and Underdevelopment : a Reader*, New York, Monthly Review Press, 1970, xii-416 p.] *Études internationales*, 2 (3), 490–491.
<https://doi.org/10.7202/700127ar>

qu'il demeure une sorte de *Marabout Géant* pour lecteurs de gauche.

Daniel LATOUCHE

Université McGill.

RHODES, Robert I. (sous la direction de), *Imperialism and Underdevelopment : a Reader*, New York, Monthly Review Press, 1970, xii-416p.

Depuis une quinzaine d'années, nombre d'économistes et de politologues qui se penchent sur les problèmes du sous-développement s'engagent dans des voies sans issue. Du côté des économistes, trop d'entre eux, pour sauvegarder leur « objectivité scientifique » et respecter les frontières de leur discipline disent-ils, refusent de poser des questions politiques et persistent à considérer comme étant « normales », parfois même immuables, certaines règles du jeu imposées par les plus forts. De leur côté, pressés de trouver des catégories d'analyse qui leur permettraient de capter le sens du changement politique dans les régions du Tiers monde sans que leur édifice idéologique s'effondre, les politologues ont du inventer le concept — ambigu s'il en est un — de « développement politique », processus conduisant directement à un mode d'existence politique qui ressemble étrangement au vieux pluralisme libéral (lequel, bien entendu, ne peut profiter que dans un contexte de « libre » entreprise) des pays de l'Occident. Et ils ont pris pour acquis ce qu'il y avait peut-être de plus problématique : la possibilité de créer des allégeances nationales, de mobiliser des populations autour d'une tâche énorme et d'atteindre tant bien que mal un niveau de développement économique tout juste adéquat, dans un cadre libéral, pluraliste, capitaliste, d'une grande fragilité ; avec tout ce que cela implique sur le plan de la faiblesse des mécanismes décisionnels internes et sur le plan, surtout, des relations de dépendance politique et économique vis-à-vis des pays métropolitains.

Dans de telles conditions, les approches, les diagnostics n'arrivent pas à identifier toutes les sources importantes du sous-développement — ou du moins les facteurs qui contribuent à le perpétuer — et les remèdes prescrits n'arrivent qu'à soulager quelques symptômes pour un temps limité. Après la fameuse décennie

du développement de l'ONU, rien n'est résolu, et l'écart entre pays nantis et nations prolétaires continue de s'élargir.

Le mérite du professeur Robert Rhodes, c'est d'avoir rassemblé une série d'articles qui remettent en question ces approches tellement limitées. Il n'y a pas que des facteurs internes, que les particularismes tribaux, les valeurs traditionnelles, que la rigidité des structures sociales, le manque d'esprit d'entreprise, qui expliquent le sous-développement ; il y a aussi, et peut-être principalement, des contraintes extérieures qui le perpétuent. Et c'est sur l'analyse de ces contraintes, à peu près complètement négligée par l'establishment des sciences sociales aux États-Unis, que se penchent les auteurs dont le professeur Rhodes a rassemblé les textes.

Malheureusement, comme il arrive souvent en milieux universitaires où il faut « publier ou périr », il s'agit d'un assemblage de textes déjà publiés — parfois depuis longtemps — sur l'impérialisme et le sous-développement plutôt que d'un véritable travail collectif bien intégré. Les articles sont groupés tant bien que mal autour de trois sous-thèmes qui font, chacun, l'objet d'une partie du volume : un premier traitant des intérêts économiques des pays riches dans les pays sous-développés ; un second où les auteurs se penchent surtout sur les problèmes que pose la planification face à des contraintes économiques et politiques parfois écrasantes ; un troisième, enfin, où l'analyse porte sur les relations de classe — en particulier le rôle de la bourgeoisie — dans les pays caractérisés par un degré élevé de dépendance à l'égard du monde extérieur. Chaque partie est précédée d'une brève introduction — à peine quelques paragraphes — qui tente de montrer comment chacun des articles qui suivent s'intègre aux autres pour que l'analyse du sous-thème en question soit présentée de façon cohérente. Mais on reste quand même avec l'impression que les textes ont été choisis un peu à la bonne franquette, selon leur disponibilité plutôt que selon la façon dont ils pouvaient s'intégrer les uns aux autres. Dix pages d'introduction et des textes épars portant vaguement sur un même sujet ne font pas un ouvrage collectif.

Par ailleurs, les articles sont en général très sérieux, et certains d'une grande qualité. On retrouve quelques « classiques » de gauche bien connus, qu'il est toujours bon de relire. Re-

tenons ceux de Dudley Seers, James O'Connor et surtout de Paul Baran qui, déjà, au début des années 1950, voyait clairement la situation ambiguë des classes moyennes autochtones des pays du Tiers monde. Il a fallu quinze ans pour que cette méfiance — pourtant si justifiée — à l'égard de ce secteur social soit partagée par un groupe important de sociologues et politologues non marxistes, surtout en Amérique latine. Les études de cas d'Alavi et de Khusro sur le Pakistan, de Reno et Ehrensaft sur les pays des Antilles, de Frank sur le Brésil, sont remplies de détails utiles, nous expliquent, sans slogans et avec beaucoup de précision, les rouages d'un système qui tend à perpétuer des relations de dépendance entre les nations.

En somme, malgré le manque d'intégration mentionné ci-dessus, il s'agit d'un volume qui peut rendre service, à moins d'être abonné aux principales revues de gauche dont *Monthly Review*, car la plupart des articles y sont déjà parus.

Jean CARRIÈRE

Science politique,
Université d'Ottawa.

MANDEL, Ernest, *Europe vs America : Contradictions of Imperialism*, New York, Monthly Review Press, 1970, 160p.

Ernest Mandel s'est acquis une solide réputation d'économiste, en publiant au début des années soixante son *Traité d'économie marxiste*. Tournant délibérément le dos aux exégètes d'un pseudo-marxisme ossifié, Ernest Mandel analysait méthodiquement les données de l'économie d'aujourd'hui. Comme pour Karl Marx à son époque, les sources de Mandel étaient les recueils de statistiques officielles, les rapports économiques émanant d'organisations internationales et d'administrations gouvernementales, de chambres de commerce et autres organismes patronaux, des organisations syndicales, ainsi que les ouvrages et les articles des principaux économistes de notre temps. Bien entendu, à une époque où l'économie des États-Unis est dominante, Mandel faisait très largement usage de sources américaines.

Dans *Europe vs America*, édition révisée d'un ouvrage publié originellement en allemand en 1968, Mandel s'attache à étudier « les cau-

ses du déclin relatif de l'hégémonie des États-Unis » (p. 5). C'est dire d'emblée qu'il ne partage pas les vues d'un Servan-Schreiber sur l'écrasante supériorité croissante de l'économie américaine. La crise récente du dollar, poussée de fièvre d'une maladie endémique depuis une dizaine d'années et qui va s'aggravant, témoigne de l'intérêt des analyses de l'économiste plutôt que des conclusions hâtives du politicien.

Déjà dans le *Traité d'économie marxiste*, Mandel avait consacré un chapitre à l'impérialisme économique en général. *Europe vs America* prolonge et approfondit à la fois cette analyse. Dans un premier chapitre, l'auteur brosse à grands traits l'évolution des rapports économiques entre l'Europe et les États-Unis. Après la guerre civile, les États-Unis ont pu rapidement rattraper leur retard industriel sur l'Angleterre, puissance impérialiste dominante à la fin du XIX^e siècle : dès 1913, ils produisent 40% de l'acier mondial, soit plus que la France, la Grande-Bretagne et l'Allemagne réunies et dépassent la production de l'ensemble de l'Europe en 1927. En 1945, après l'effondrement ou l'épuisement de l'Allemagne, de l'Angleterre, de la France, de l'Italie ou du Japon, les États-Unis ont une supériorité écrasante. Mais ils seront incapables de consolider cette « supériorité absolue », pour trois raisons, selon Mandel : le retrait de la Russie du « système impérialiste mondial » en 1917, les mouvements révolutionnaires de libération dans le Tiers monde provoqués par « le déclin des anciens empires coloniaux durant la Seconde Guerre mondiale » (p. 10), la restauration par les États-Unis eux-mêmes de la puissance économique de l'Europe occidentale et du Japon « de peur que ces pays ne désertent le camp capitaliste » (p. 11). Cependant, cette restauration de la puissance économique de l'Europe et du Japon par les États-Unis n'est pas seulement une conséquence directe de la guerre froide, mais aussi « le résultat de nécessités économiques inhérentes au capitalisme américain » (p. 11). En effet, les oligopoles, qui dominent l'économie américaine, ont concentré, entre leurs mains, depuis la Seconde Guerre mondiale, un surplus croissant de capital. Ces grandes compagnies n'avaient pas intérêt à réinvestir la majeure partie de ces capitaux dans l'économie américaine, où le taux de profit avait baissé, ni dans les pays du Tiers monde où les marchés sont trop limités et l'amortissement des investissements insuffisamment ga-